

LA MALEDICTION DU CENTRALISME...

Non seulement le centralisme, aujourd'hui devenu un dogme pour les partisans de la plupart des tendances socialistes, n'a pas été capable d'établir l'unité du mouvement ouvrier désirée par tous, mais il n'a pas su non plus maintenir l'unité dans son propre parti. Plus une tendance déterminée a mis les positions centralistes au premier plan et plus grand a été son échec, précisément en ce domaine. On trouve une remarquable illustration de cette règle dans l'état des différents partis communistes nationaux. Presque partout ont eu lieu des scissions et, là même où l'unité du parti est péniblement sauvegardée, on en aperçoit la fragilité interne, ce qui est particulièrement visible en Allemagne, où les scissions sont phénomènes intégrants du répertoire des partis communistes. Que l'on n'aille pourtant pas s'imaginer que cette pitoyable situation pousse ces braves gens à la réflexion! Au contraire, après chaque fiasco, on s'efforce de renforcer encore le centralisme et de durcir la discipline jusqu'à pouvoir enfin annoncer à ses lecteurs, comme le «Kommunist» de Stuttgart: «*Un membre du Parti doit être prêt à se tuer sur ordre du Parti. Bref, toute volonté personnelle doit disparaître*».

Une déclaration où la folie atteint un niveau qui fait craindre pire qu'un ramollissement du cerveau!

On s'est autrefois battu pour la meilleure forme d'Eglise, théologiens protestants et catholiques cherchaient à se surpasser mutuellement en subtilités métaphysiques et les peuples épiaient leurs paroles avec une crainte respectueuse. Les quelques rares esprits audacieux qui, au cours des siècles, virent clairement que la cause du mal ne résidait pas dans la forme de l'Eglise, mais dans son existence, furent en butte à l'hostilité générale, méconnus et diffamés de leurs contemporains. Plus tard, naquit la dispute au sujet de la meilleure forme d'Etat. Les différents partis politiques, qui jouent dans la sphère du pouvoir d'Etat le même rôle que les différentes écoles théologiques dans celle de l'Eglise, et ne sont au fond pas autre chose que des théologiens d'Etat, rivalisant entre eux dans la découverte de la meilleure forme d'Etat. Mais combien peu, encore une fois, virent clairement que disputer sur la forme signifiait méconnaître le vrai problème, que la racine profonde du mal n'était pas dans la forme, mais dans l'existence de l'Etat, qu'il ne s'agit enfin pas tellement de savoir comment nous sommes gouvernés, mais du simple FAIT QUE NOUS SOMMES GOUVERNES.

Aujourd'hui, c'est l'idée du centralisme, cette invention originale de l'Etat, qui obsède les esprits. Le centralisme est devenu la panacée de notre temps et, tout comme on se querellait jadis pour la meilleure forme d'Eglise et aujourd'hui encore pour la meilleure forme d'Etat, on recherche maintenant tous les manques et les torts du système centraliste dans ses représentants fortuits, et non pas dans le système lui-même. On nous dit que le centralisme, c'est le rassemblement des forces, la concentration de la manifestation de la volonté prolétarienne sur un but déterminé, en un mot l'unité de l'action. Cette affirmation n'est cependant qu'une honteuse méconnaissance des faits et, dans de nombreux cas, qu'un mensonge conscient, dont on tient l'emploi pour justifié et sensé dans l'intérêt du parti. Le centralisme n'a jamais été une unification des forces, mais bien la paralysie de la force; c'est l'unité artificielle de haut en bas, qui cherche à atteindre son but par l'uniformisation de la volonté et l'élimination de toute initiative indépendante - l'unité d'action d'un théâtre de marionnettes, dont chaque personnage saute et danse au gré de celui qui tire les ficelles dans les coulisses. Mais que les fils viennent à casser, et la marionnette s'écroule.

Que l'Etat vole dans la centralisation la forme d'organisation la plus parfaite est tout à fait naturel et

l'on comprend qu'elle soit le but des efforts de ses soutiens. En effet, pour l'Etat, l'uniformisation de la pensée et de l'action est une condition préalable essentielle de sa propre existence. Il hait et combat l'initiative personnelle, le rassemblement volontaire des forces né de la solidarité interne. Pour lui, chaque citoyen n'est qu'une roue sans vie dans un grand mécanisme, dont la place dans la machine est exactement fixée: en un mot, la suppression de l'indépendance personnelle, qu'il cherche à obtenir par la centralisation des forces, est une question vitale. Sa tâche principale est de former des sujets loyaux et d'élever la médiocrité intellectuelle à la hauteur d'un principe. Pas une action sans ordre, pas une décision sans inspiration d'en haut. Une bureaucratie desséchée et une imitation sans esprit de formes prescrites, telles sont les inévitables conséquences de toute centralisation.

Unité des forces, indépendance de la pensée et de l'action:

Pour le mouvement ouvrier révolutionnaire, ce sont des conditions entièrement différentes qui sont nécessaires, s'il veut atteindre ses buts. Pensée indépendante, saisie critique des choses, besoin personnel de liberté et activité créatrice sont les conditions préalables les plus importantes de sa victoire finale. C'est pourquoi tout centralisme dans le mouvement ouvrier est un revers réactionnaire, qui menace son existence même et repousse ses buts propres dans des lointains nébuleux. Pour un mouvement vraiment libertaire, le fédéralisme est la seule forme d'organisation possible; loin de signifier l'émiettement des forces et de s'opposer à une action unifiée, il est au contraire unité des forces, mais une unité issue de la conviction de chaque membre, qui s'appuie sur l'action volontaire et libre de chaque groupe particulier, sur la solidarité vivante de leur communauté. Pour lui, l'indépendance de la pensée et de l'action est le fondement de toute acte unitaire. Il ne cherche pas à atteindre ses fins par l'uniformité de décrets pris au sommet, mais par la réunion planifiée et librement consentie de toutes les forces existantes poursuivant le même but.

En Russie, le centralisme, qui a trouvé son expression la plus parfaite dans la dictature, a étouffé la Révolution avant d'en revenir, en fin de compte, au capitalisme. En Allemagne, où le pouvoir politique échut dans son entier, en novembre 1918, aux partis socialistes, aucune tentative sérieuse ne fut faite pour construire la vie économique sur des bases nouvelles et l'on ne dépassa pas les phrases banales sur la socialisation. En Russie, la Révolution fut enterrée par la dictature, en Allemagne par la Constitution. Dans les deux cas, le socialisme échoua sur l'écueil de la politique du pouvoir des partis socialistes. En Allemagne, la politique du pouvoir de la social-démocratie «modérée» nous a conduit à la dictature de Noske; en Russie, la politique du pouvoir de la social-démocratie «radicale» à la dictature de Lénine et de Trotski. Dans les deux cas, le résultat fut le même: l'asservissement sanglant des classes non-possédantes et le triomphe de la réaction capitaliste.

L'ère Noske fut l'âge d'or de la prison préventive, de l'état de siège et des tribunaux militaires d'exception. Aucun gouvernement bourgeois n'avait dans ce pays, osé fouler autant aux pieds les droits des travailleurs que ce fut le cas sous la domination des despotes socialistes; même les sombres temps des «lois anti-socialistes» de Bismarck pâlissent en comparaison du régime de terreur de Noske.

L'ère Lénine-Trotski est l'âge d'or de la mise au ban de tous les vrais socialistes et révolutionnaires, l'époque du manque de droits total de la classe ouvrière, de la Tchéka et des exécutions en masse. Il devait lui être donné de pousser à l'extrême toutes les horreurs du système tsariste.

Ces deux ères ont fait tout ce qu'il est humainement possible de faire pour opprimer sans merci toute liberté et violer brutalement toute dignité humaine. Toutes deux ont pitoyablement échoué lorsqu'il s'est agi de faire passer dans la réalité les exigences véritablement socialistes.

Espérons que la classe ouvrière tirera la leçon de ces tristes résultats et qu'elle commencera enfin à comprendre que les partis politiques, pour radicaux qu'ils se donnent, sont absolument incapables de mener à bien la réorganisation de la société dans le sens socialiste, parce que toutes les conditions nécessaires à cette tâche leur font défaut. Toute organisation à forme de parti est axée sur la conquête du pouvoir et repose sur l'ordre imposé d'en haut. Aussi est-elle hostile à tout devenir organique se développant du sein du peuple, car elle ne peut tout simplement comprendre les énergies et capacités créatrices qui y sommeillent. Les réveiller et les porter à s'épanouir, telle est la tâche principale du socialisme, qui ne peut toutefois être réalisée qu'au sein des organisations économiques de la classe

ouvrière, qui est seule appelée à initier et à mener à bien l'orientation socialiste de la société. C'est là que les travailleurs doivent être préparés à cette grande tâche Il convient d'étudier les rapports internes de la production et de la distribution des produits créés par eux, d'acquérir et d'approfondir le sens de l'administration des entreprises ainsi que de saisir les rapports naturels entre l'agriculture et l'Industrie, pour pouvoir répondre aux exigences d'une situation révolutionnaire. Cette activité, appuyée par des expériences pratiques là où elles sont possibles, est la seule véritable éducation pour le socialisme. La grande association économique des travailleurs intellectuels et manuels, et non le parti, voilà le point qui nous conduira à la société socialiste et ce pont doit être jeté par les masses elles-mêmes, aujourd'hui esclaves du salariat.

“Qui détient le pouvoir en abuse”:

Certes, nous aussi savons que les révolutions ne se font pas avec de l'eau de rose et que les classes possédantes ne renonceront pas d'elles-mêmes à leurs privilèges. Au jour de la révolution victorieuse, le peuple travailleur devra imposer sa volonté aux actuels possesseurs du sol et des moyens de production. Mais ceci ne peut être réalisé, à notre avis, que par la prise en mains du capital social et la démolition de l'appareil de coercition politique, qui a été jusqu'ici le plus solide rempart de toute exploitation des masses, et le sera toujours. Cet acte est pour nous un acte de libération, une manifestation de justice sociale, c'est le point central et essentiel de la révolution sociale, qui n'a rien de commun avec l'idée purement bourgeoise d'une dictature.

Le prolétariat doit se débarrasser des idéologies bourgeoises des révolutions politiques, qui trouvent toujours leur aboutissement dans une nouvelle occupation de l'appareil du pouvoir politique. Qui détient le pouvoir en abuse; c'est pourquoi il faut empêcher toute prise du pouvoir, que ce soit par un parti ou par des individus, car elle mène toujours à un nouvel esclavage pour le peuple. Que ceci se passe sous le signe du sceptre ou de la faucille et du marteau, aux accents du «Boché Zaria Njrani» ou de l'«Internationale», il n'y a pas, au fond, grande différence. Une vraie libération n'est possible que lorsque l'appareil du pouvoir disparaît, car le monopole du pouvoir n'est pas moins dangereux que celui de la propriété. C'est seulement ainsi qu'il sera possible d'éveiller toutes les énergies qui sommeillent dans le peuple pour les faire servir à la Révolution. C'est ainsi, aussi, que disparaîtra la possibilité pour un parti - et pour la simple raison qu'il est parvenu à s'emparer du pouvoir - d'opprimer toutes les tendances véritablement révolutionnaires, parce qu'il le faut soi-disant «dans l'intérêt de la Révolution», bien que l'on sache que, dans ce cas, l'«intérêt de la Révolution» ne signifie jamais que celui du Parti ou d'une poignée de politiciens avides de pouvoir et sans scrupules.

LES SOVIETS, ET NON LES BOLCHEVIKS - LA LIBERTE, ET NON LA DICTATURE - LE SOCIALISME, ET NON LE CAPITALISME D'ETAT!

TOUT PAR LES CONSEILS ET PAS DE POUVOIR AU-DESSUS DES CONSEILS!

TELLE EST NOTRE DEVISE, QUI SERA AUSSI CELLE DE LA REVOLUTION.

Rudolf ROCKER.
